la somme de 70.000.000 de francs en complément des crédits de financement FAC des marchés précités.

Le directeur des travaux publics, le directeur du service de financement et du contrôle de l'exécution du plan et le trésorier-payeur du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La dépense est imputable au budget d'investissement gestion 1973, titre II, chapitre 2, article I, paragraphe I, rubrique b.

Décision n° 1382-MFE-F du 28-12-73. — Est autorisé le paiement au profit du fonds de garantie du conseil de l'entente, de la somme de vingt quatre millions (24.000.000) de francs cfa représentant la contribution du Togo au budget de fonctionnement dudit organisme pour l'année 1973.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 18.586.801 D à la BIAO, 9 avenue de Messine, Paris 8^e ouvert au nom dudit fonds.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 1399-MFE-FO du 31-12-73. — Est autorisé au profit du budget général, exercice 1973, le prélèvement de la somme de cinq cent millions (500.000.000) de francs cfa sur le compte hors budget n° 115-60, gestion 1973, intitulé "produits des participations financières de l'Etat".

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur à Lomé et constatée en recette au paragraphe VI, ligne 70 du budget général.

Le directeur des finances, ordonnateur-délégué, le contrôleur financier et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Nomination

Arrêté n° 489-MFE-SG du 18-12-73. — M. Laurent Gaba, administrateur civil de 2^e classe 3^e échelon, est nommé directeur du budget général.

Les traitements de M. Gaba sont imputables au budget général, chapitre 8, article 5.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DECISION N° 4-MEN du 10 janvier 1974 portant création d'école officielle.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'arrêté n° 32-E du 18 janvier 1935 organisant l'Enseignement officiel au Togo ;

Vu la lettre n° 73-888-IPDLK du 1^{er} octobre 1973 de l'inspecteur primaire de Lama-Kara ;

Sur proposition du directeur de l'enseignement du premier degré,

DECIDE :

Article premier — Il est créé à Tcharé, circonscription administrative de Lama-Kara, une école officielle en remplacement de l'école évangélique de la même localité.

Art. 2 — La présente décision prend effet à compter du 1^{er} octobre 1973 et sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1974

B. Malou

Nominations

Arrêté n° 1-MEN du 8-1-74. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 28/MEN du 9 décembre 1973 portant nomination de M. Mazna Pierre comme secrétaire général à l'Université du Bénin.

M. Bakpessi Jean, professeur de 3^e classe 2^e échelon mis à la disposition du ministère de l'éducation nationale est nommé secrétaire général à l'université du Bénin.

Son traitement sera imputé sur le chapitre 42, article 16 du budget général pour compter du 1^{er} janvier 1974.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 2-MEN du 8-1-74. — M. Akakpo Moïse, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire, en service au collège d'enseignement général de Bafilo, est nommé directeur du collège d'enseignement général de Kétau.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégrations

Arrêté n° 970-MFP du 31-12-73. — M. Biliwa A. Jacques, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, titulaire du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tové, est admis dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie B - indice 750) pour compter du 1^{er} juillet 1973.

Arrêté n° 971-MFP du 31-12-73. — Mme Loko-Donou Eliane, née Schneider, institutrice décisionnaire, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série technique et économie), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750).

L'intéressée conserve son affectation actuelle.

Mme Loko-Donou dont la rémunération est supérieure à celle de sa catégorie professionnelle actuelle, con-